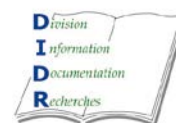


PEROU



16 octobre 2020



Présence et agissements de membres des FARC en territoire péruvien

Avertissement

Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofpra en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra ou des autorités françaises.

Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) [cf. https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf], se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.

Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Nota : la traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

Table des matières

1. La présence de FARC dans la province péruvienne de Putumayo (département de Loreto)	3
1.1. Une présence signalée depuis 1989	
1.2. Instauration de l'état d'urgence dans la province de Putumayo en juillet 2018	
1.3. Une initiative n'ayant pas mis fin à la présence de FARC dans la province	
2. Activités imputées à des membres des FARC en territoire péruvien	6
2.1. Tentatives de recrutements de jeunes péruviens	
2.2. Implication dans la culture et le commerce de la coca péruvienne	
2.3. Implication dans le commerce de l'or péruvien	
2.4. Achats d'armes	
2.5. Etablissement de liens avec des membres du Sentier Lumineux	
Bibliographie	10

Résumé : depuis la fin des années 1980, la présence de membres des FARC est signalée au Pérou, tout particulièrement dans la province de Putumayo. Dans cette province, le gouvernement péruvien a décrété l'état d'urgence en juillet 2018, pour une période de soixante jours, afin d'endiguer les incursions de membres des FARC et de narcotrafiquants colombiens. Les membres des FARC présents sur le territoire colombien se livrent à des activités diverses : tentatives de recrutements parmi la jeunesse péruvienne, implication dans le commerce et la culture de la coca et le commerce de l'or, achat d'armes, accointances avec le mouvement péruvien Sentier Lumineux.

Abstract : since 1989, presence of FARC members is reported un Peru, especially in Putumayo province. In this area, peruvian government has declared state of emergency in July 2018 to struggle against incursions committed by FARC members or Colombian narco-traffickers. FARC members in Peru are involved in various activities : recruitments among peruvian youth, participation in coca illegal trade, participation in gold illegal trade, purchase of weapons, and contacts with the peruvian movement Shining Path

1. La présence de FARC dans la province péruvienne de Putumayo (département de Loreto)¹

1.1. Une présence signalée depuis 1989

En 2016, après cinquante ans de conflit, le gouvernement colombien a signé un accord de paix avec les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC). Toutefois, selon les autorités colombiennes, près de 1200 combattants issus des FARC ont refusé de rendre les armes et poursuivi depuis lors des activités liées au narcotrafic.²

Plusieurs sources consultées dans le cadre de cette recherche indiquent que certains de ces éléments ayant refusé de déposer les armes sont présents dans la province péruvienne de Putumayo, où se trouve le fleuve éponyme, qui sépare les territoires péruvien et colombien.

L'importance de cette province péruvienne réside dans les cours d'eau qui la traversent et constituent une « route du narcotrafic », mais aussi dans sa proximité avec les frontières équatorienne, colombienne et brésilienne. La rive péruvienne du fleuve Putumayo est ainsi devenue un des hauts lieux de la culture illicite de la feuille de coca³.

Selon la fondation *Insight Crime*, la présence de membres des FARC a été signalée au Pérou depuis 1989⁴.

Dans un rapport paru en 2009, le chercheur américain Mark P. Sullivan souligne que les FARC sont réputés utiliser des zones isolées le long de la frontière entre le Pérou et la Colombie pour se reposer, se regrouper et acheter des armes. En outre, parmi les communautés péruviennes vivant dans cette région frontalière, les FARC financent la culture de la coca et la production de cocaïne⁵.

Plus récemment, un article paru en juillet 2018 dans un média péruvien indique que trois « structures résiduelles des FARC » demeurent présentes dans la province de Putumayo : des hommes issus du Front 48, du Front 49, et du Front 32⁶.

1.2. Instauration de l'état d'urgence dans la province de Putumayo en juillet 2018

En juillet 2018, la présence de trafiquants de drogue et de dissidents des FARC a conduit le gouvernement péruvien à décréter un état d'urgence de 60 jours dans la province de Putumayo⁷.

Selon la BBC, cet état d'urgence est motivé par la crainte de voir les FARC s'implanter dans la région⁸. Ainsi, lors d'un déplacement dans la province, le Président péruvien Martín Vizcarra, a expliqué que l'état d'urgence « est lié à des problèmes de sécurité dus à des

¹ NDLR : le département (les départements constituent la subdivision administrative de plus haut niveau au Pérou) de Loreto est divisée en huit provinces : Alto Amazonas, Datem del Marañón, Loreto, Mariscal Ramón Castilla, Maynas, Requena, Ucayali, et Putumayo. Située à l'extrême Nord du pays, le long du fleuve éponyme, la province de Putumayo a pour capitale Putumayo et comporte quatre districts : Putumayo, Rosa Panduro, Yaguas, et Teniente Manuel Clavero.

² BBC, « Peru arrests 50 in Colombia border drugs bust », 18/07/2018. [url](#)

³ Semana, « Perú declara estado de excepción en la frontera por presencia de disidentes de las Farc », 16/07/2018. [url](#)

⁴ Insight Crime, « Colombia's FARC Profit from Illegal Gold Mining in Peru », 03/12/2014. [url](#)

⁵ SULLIVAN Mark P., « Latin America: Terrorism Issues », Congressional Research Service (CRS), juillet 2009. [url](#)

⁶ Semana, *op.cit.* [url](#)

⁷ RFI, « Le Pérou décrète l'état d'urgence à sa frontière avec la Colombie », 17/07/2018. [url](#)

⁸ BBC, *op.cit.* [url](#)

incursions de citoyens colombiens » et affirmé son intention de « défendre notre souveraineté et notre territoire » en recourant au « pouvoir de la force »⁹.

Cette déclaration d'état d'urgence confère des pouvoirs spéciaux aux militaires et policiers péruviens, et suspend les droits constitutionnels relatifs à la liberté et à la sécurité des personnes (inviolabilité des domiciles, liberté de réunion et de transit sur le territoire, etc.). Durant cette période, la police péruvienne est chargée de maintenir l'ordre, avec le soutien des forces armées¹⁰.

Dans les premiers jours de l'état d'urgence, les forces armées péruviennes ont mené des opérations conjointes avec leurs homologues colombiennes dans la province de Putumayo¹¹. Plus de 350 membres de la police et des forces armées péruviennes ont été mobilisés, ainsi que cinq hélicoptères, trois avions et deux bateaux¹².

Selon la BBC, ces opérations ont été décidées à la suite d'une série d'attaques commises par des FARC contre les forces de sécurité équatoriennes (la province de Putumayo est également limitrophe de l'Équateur)¹³.

Ces opérations ont notamment abouti à l'arrestation par les forces de sécurité péruviennes d'au moins 50 personnes, pour la plupart de nationalité colombienne, et à la découverte de quatre installations de production de drogue¹⁴.

1.3. Une initiative n'ayant pas mis fin à la présence de FARC dans la province

La mise en place de l'état d'urgence ne semble pas avoir mis fin à la présence de FARC dans la région, à en croire les déclarations et événements mentionnées ci-dessous :

En décembre 2018, Jorge Del Castillo, alors président de la Commission de défense et de l'ordre interne du Congrès et membre de l'*Alianza Popular Revolucionaria Americana* (APRA, parti d'opposition au régime du Président Vizcarra), a déclaré que la zone située le long du fleuve Putumayo abrite toujours de nombreuses bases narcoterroristes contrôlées par les FARC. Il a demandé le renforcement des postes frontières et jugé « inadmissible » que seuls trois postes frontières existent actuellement dans toute cette zone, alors même que les cultivateurs de coca et les bandes criminelles y opèrent, selon lui, de façon croissante à la faveur du manque d'infrastructures dédiées aux forces armées¹⁵.

Le 12 février 2020, sept narcotrafiquants colombiens seraient morts dans un affrontement avec des éléments dissidents des FARC, dans la province de Putumayo, aux environs de Soplin Vargas, une localité située tout près de la frontière entre le Pérou, la Colombie et l'Équateur¹⁶.

Le contrôle du territoire serait la cause de cet affrontement, dans une zone contrôlée traditionnellement par des anciens FARC. Jaime Antezana (sociologue péruvien spécialiste des questions de sécurité et de narcotrafic) estime que des éléments issus du Front 48 des FARC auraient ainsi voulu démontrer qu'ils contrôlent toujours cette zone, où ils

⁹ RFI, *op.cit.* [url](#)

¹⁰ Semana, *op.cit.* [url](#)

¹¹ RFI, *op.cit.* [url](#)

¹² BBC, *op.cit.* [url](#)

¹³ *Ibid.* [url](#)

¹⁴ *Ibid.* [url](#)

¹⁵ Lucidez, « Jorge Del Castillo denuncia ingreso de las FARC al Perú », 17/12/2018. [url](#)

¹⁶ Red de Comunicacion Regional (RCR) « Siete muertos en enfrentamiento entre disidentes FARC y narcos colombianos en Alto Putumayo », 14/02/2020. [url](#)

disposeraient d'un arsenal puissant et sophistiqué comportant notamment des lance-missiles. Selon l'observateur précité, cet événement démontre une fois de plus que les zones frontalières situées dans la forêt amazonienne échappent au contrôle des autorités péruviennes¹⁷.

2. Activités imputées à des membres des FARC en territoire péruvien

2.1. Tentatives de recrutements de jeunes péruviens

Dans un article paru en mai 2018, le média péruvien *Perú 21* indique que des membres des FARC ayant refusé le traité de paix tentent de recruter de jeunes péruviens pour les convaincre de s'enrôler en échange de protection et d'argent. Selon cette source, une série de tracts a été distribuée dans le district de Putumayo par des éléments des FARC désireux de lancer un appel aux jeunes péruviens pour qu'ils participent à la lutte contre « le gouvernement paramilitaire et corrompu » de Colombie. Ces membres des FARC auraient en outre sollicité le maire de Putumayo pour lui demander une aide financière et publié un communiqué menaçant à l'égard des forces armées péruviennes, appelées à maintenir de bonnes relations entre les deux pays afin d'éviter de futures représailles contre des soldats et des installations militaires péruviennes¹⁸.

Selon le maire de Putumayo, le chômage et le manque de services de première nécessité (éducation, alimentation, santé, etc.) dans la province de Putumayo facilitent les recrutements. Cet observateur souligne que les recrues péruviennes des FARC reçoivent de l'argent et sont acheminés en Colombie pour y suivre une « doctrine terroriste ». La faible surveillance dans cette zone frontière de 1600 kilomètres de long permet aux dissidents des FARC de pénétrer aisément dans cette province péruvienne, où les infiltrations de FARC sont constantes, notamment dans villages situés dans le bas Putumayo¹⁹.

D'après le journal *El Comercio*, un Colombien âgé de 19 ans, dénommé Neider Jhonny Machacury Jota, a été arrêté en avril 2018 à proximité d'un établissement scolaire du district de Teniente Manuel Clavero (province de Putumayo) alors qu'il proposait à des élèves mineurs de rejoindre les FARC contre de l'argent et une initiation au maniement des armes²⁰.

2.2. Implication dans la culture et le commerce de la coca péruvienne

Selon un article publié par Daniel Pecaut, sociologue français spécialiste de l'Amérique latine, en 2006, « le développement des cultures illégales et du trafic de drogue a procuré aux FARC les moyens de leur expansion. Dans un premier temps, la Colombie abritait surtout les laboratoires et les routes de transport de la coca produite en Bolivie et au Pérou. Tout en continuant à remplir ce rôle, elle a bientôt concurrencé, puis dépassé les deux pays voisins dans la superficie cultivée et la quantité de cocaïne produite »²¹.

En 2007, Alain Rodier, directeur adjoint du Centre français de recherche sur le renseignement (CF2R) souligne que les cultivateurs de coca péruviens « ne sont pas organisés en cartels comme en Colombie ou au Mexique mais en petits groupes

¹⁷ *Ibid.* [url](#)

¹⁸ *Perú 21*, « Disidentes de las FARC se infiltran en Perú para captar jóvenes y lanzan supuesta amenaza [VIDEO] », 08/05/2018. [url](#)

¹⁹ *Ibid.* [url](#)

²⁰ Semana, *op.cit.* [url](#)

²¹ PECAUT Daniel, « Les FARC : longévité, puissance militaire, carences politiques », Hérodote n°123, 2006. [url](#)

indépendants dont certains ont développé des laboratoires de transformation. Ils reçoivent l'appui d'activistes du mouvement révolutionnaire *Sendero Luminoso* [Sentier Lumineux]. La drogue quitte le pays par voie maritime (70 % de la production), aérienne, terrestre et fluviale. Les destinations principales sont le Mexique, la Bolivie, le Brésil, la Colombie, l'Équateur et le Chili où la marchandise est achetée par des cartels étrangers (principalement les Mexicains et dans une moindre mesure par les Colombiens) qui se chargent de l'acheminer vers les États-Unis et l'Europe. Cependant, quelques cas de mules humaines et de drogue envoyée par colis postal en Europe directement depuis le Pérou ont été signalés »²².

En 2010, les autorités américaines ont formellement désigné un réseau financier du Front 48 des FARC comme étant une organisation narcotrafiquante. Cette qualification interdit toutes activités économiques avec ce réseau et permet la saisie de ses actifs a déclaré le Département du trésor américain. Ces nouvelles sanctions (qui constituent la quatorzième action dudit Département à l'encontre des FARC depuis que ce mouvement a été désigné en 2003 comme étant une organisation narcotrafiquante par les autorités américaines) ciblent en particulier Olidem Romel Solarte Cerón, responsable financier du Front 48, qui opère à la frontière entre la Colombie, le Pérou et l'Équateur, le narcotrafiquant équatorien Jefferson Ostaiza Amay, et le trafiquant d'armes colombien Gilma Montenegros Vallejos²³.

En 2008, le média péruvien *Caretas* auraient eu accès à des documents officiels indiquant que près de 1500 hectares de coca péruvienne seraient sous le contrôle des FARC²⁴.

En 2018, Olivier Dabène, professeur de science politique à l'IEP de Paris et spécialiste de l'Amérique latine, remarque que, « depuis plusieurs années le Pérou s'est mis dans la roue de la Colombie en développant sa propre filière coca. Jusqu'à un passé récent, la matière première provenait de Bolivie et du Pérou puis était transformée en cocaïne en Colombie avant de partir aux États-Unis. Ce schéma a été bouleversé, le Pérou transformant de plus en plus la matière première pendant que les surfaces plantées en Colombie explosaient alors que les accords de paix avec les guérillas avaient imposé une réduction drastique. Bogota reste le premier producteur mondial de cocaïne, avec une superficie record de 209 000 hectares²⁵ cultivés et une capacité de production de cocaïne pure 921 tonnes »²⁶.

2.3. Implication dans le commerce de l'or péruvien

Certaines sources évoquent également l'implication de membres des FARC dans le commerce illicite de l'or péruvien.

Ainsi, en 2014, la journaliste Cecilia Valenzuela estime que des membres des FARC ont tiré profit du commerce illégal de l'or péruvien. Cette source évoque l'existence, depuis au moins trois ans, d'une alliance entre le 63^{ème} front des FARC et des mineurs clandestins péruviens agissant le long du fleuve Putumayo. Octavio Ortiz Ramirez (alias Wilmer El Burro), chef du 63^{ème} front, leur fournirait des services de protection et des soutiens logistiques²⁷.

Selon Cecilia Valenzuela, la police colombienne a identifié un ressortissant colombien, dénommé Jair Enrique Pedroza, comme étant le principal acheteur d'or illégal provenant

²² RODIER Alain, « Le Pérou, pays perdu ? », CF2R, Note d'actualité n°79, mai 2007. [url](#)

²³ *Dialogo*, « United States Sanctions FARC Front Operating On Border With Ecuador And Peru », 21/06/2010. [url](#)

²⁴ Insight Crime, 03/12/2014, *op.cit.* [url](#)

²⁵ NDLR : dans un article paru en 2018, un média péruvien fournit des estimations différentes et indique que le Pérou possède 43 900 hectares dédiés à la culture de la feuille de coca, contre 180 000 hectares pour la Colombie [Semana, *op.cit.* [url](#)].

²⁶ Les Echos, « Le Pérou ferme sa frontière aux cartels colombiens de la drogue », 18/07/2018. [url](#)

²⁷ Insight Crime, 03/12/2014, *op.cit.* [url](#)

de la province de Putumayo, ainsi que plusieurs personnes servant de *go-between* entre les leaders des FARC, les mineurs péruviens et les acheteurs²⁸.

2.4. Achats d'armes

Diverses sources évoquent, depuis plusieurs décennies, l'achat d'armes par des membres des FARC avec la complicité de certains hauts responsables ou militaires péruviens.

En 1999, ils ont acheté notamment près de 10 000 fusils jordaniens lors d'une transaction organisée par Vladimiro Montesinos.²⁹ Chef des services de renseignements péruviens et proche conseiller du président Alberto Fujimori tout au long des années 1990, Vladimiro Montesinos a été condamné, à partir de 2003, pour corruption, blanchiment d'argent de la drogue trafic d'armes, trafic d'influence et meurtre³⁰.

Toutefois, Alain Rodier souligne en 2007 : « Il semble que son réseau de trafic d'armes à destination des FARC n'ait pas été complètement démantelé car la police a encore arrêté en septembre 2006 à Lima des trafiquants qui s'apprêtaient à livrer aux FARC des munitions et surtout, cinq missiles anti-aériens portables. La compagnie aérienne Nuevo Continente a servi de couverture pour se livrer au transport de la drogue. Son fondateur, Fernando Zevallos Gonzales, a été condamné en décembre 2005 à vingt années d'emprisonnement pour trafic de stupéfiants »³¹.

En 2011, le parlementaire péruvien Renzo Reggiardo souligne que des membres des forces armées péruviennes continuent depuis 2008 de vendre des armes volées à des guérilleros colombiens. Ce parlementaire se montre très critique envers la juge Jessica Leon Yarango. En charge du procès contre les militaires (arrêtés en décembre 2009) impliqués dans des ventes d'armes volées au profit de la guérilla colombienne, elle aurait décidé de poursuivre ces accusés pour possession illégale d'armes, et non pour terrorisme. Selon Renzo Reggiardo, cette « clémence » judiciaire signifie que certains éléments des forces armées péruviennes peuvent poursuivre impunément leur commerce illicite³².

Parmi les accusés figure notamment un ressortissant équatorien dénommé Freddy Torres Calle (alias El Perro), accusé de recevoir les armes volées à la frontière équatorienne pour les acheminer ensuite en Colombie, notamment des missiles anti-aériens de fabrication russe. Ce fait a suscité l'inquiétude des forces de sécurité colombiennes, qui recourent souvent à des avions pour survoler le territoire dans la jungle où se situent des camps des FARC³³.

2.5. Etablissement de liens avec des membres du Sentier Lumineux

Selon *Insight Crime*, des éléments trouvés dans l'ordinateur de Luis Edgar Devia (alias Raul Reyes, présenté comme le « numéro 2 » des FARC au moment de son décès, survenu lors d'une opération menée en Equateur par l'armée colombienne en mars 2008) ont fait apparaître que les FARC étaient en contact avec des éléments du Sentier Lumineux³⁴.

Selon un article paru en 2010 dans un journal colombien, Raul Reyes et d'autres chefs de ce groupe, ont donné l'ordre à leurs subalternes de former la guérilla péruvienne du Sentier Lumineux³⁵.

²⁸ *Ibid.* [url](#)

²⁹ *Insight Crime*, « Peru Military Still Selling Arms to FARC: Congressman », 09/02/2011. [url](#)

³⁰ RODIER Alain, *op.cit.* [url](#)

³¹ *Ibid.* [url](#)

³² *Insight Crime*, 09/02/2011, *op.cit.* [url](#)

³³ *Ibid.* [url](#)

³⁴ *Ibid.* [url](#)

³⁵ *Abc.com*, « FARC apoya a Sendero Luminoso para poder expandirse, afirma Peru », 09/03/2010. [url](#)

En mars 2010, le ministre péruvien de la Défense, Rafael Rey, a souligné que les FARC, fragilisées par les actions du gouvernement colombien pour les combattre sur le territoire colombien, cherchent à s'implanter davantage en territoire péruvien et à renforcer le Sentier Lumineux. Selon ce ministre, le lien idéologique entre ces deux groupes armés est évident, et les FARC souhaitent nouer d'autres types de liens, notamment des transferts d'expérience et des formations, pour constituer à terme une force commune. Rafael Rey a en outre déclaré que les autorités colombienne et péruviennes mènent avec succès une surveillance aérienne binationale qui a permis de réduire les vols aériens servant au transport de la cocaïne³⁶.

³⁶ *Ibid.* [url](#)

Bibliographie

(Sites web consultés en octobre 2020)

Institutions nationales

SULLIVAN Mark P., « Latin America: Terrorism Issues », Congressional Research Service (CRS), juillet 2009.

<https://books.google.fr/books?id=Tk17UnyZf3sC&pg=PA2&lpg=PA2&dq=FARC+in+Peru+Sullivan&source=bl&ots=I5yv65Welq&sig=ACfU3U1XnwOpMIFrAS0ZabBp9IWTfEyMtg&hl=fr&sa=X&ved=2ahUKEwi1lb-jvKfsAhUT3IUkHbwsCRUQ6AEwD3oECACQAg#v=onepage&q=FARC%20in%20Peru%20Sullivan&f=false>

ONG

Insight Crime, « Colombia's FARC Profit from Illegal Gold Mining in Peru », Insight Crime, 03/12/2014.

<https://www.insightcrime.org/news/brief/colombia-farc-profit-from-peru-illegal-gold/>

Insight Crime, « Peru Military Still Selling Arms to FARC: Congressman », 09/02/2011.

<https://www.insightcrime.org/news/analysis/peru-military-still-selling-arms-to-farc-congressman/>

Centres de recherches et revues scientifiques

RODIER Alain, « Le Pérou, pays perdu ? », CF2R, Note d'actualité n°79, mai 2007.

<https://cf2r.org/actualite/le-perou-pays-perdu/>

PECAUT Daniel, « Les FARC : longévité, puissance militaire, carences politiques », Hérodote n°123, 2006.

<https://www.cairn.info/journal-herodote-2006-4-page-9.htm>

Médias

Les Echos, « Le Pérou ferme sa frontière aux cartels colombiens de la drogue », 18/07/2020.

<https://www.lesechos.fr/2018/07/le-perou-ferme-sa-frontiere-aux-cartels-colombiens-de-la-droque-975702>

Red de Comunicacion Regional (RCR) « Siete muertos en enfrentamiento entre disidentes FARC y narcos colombianos en Alto Putumayo », 14/02/2020.

<https://www.rcrperu.com/siete-muertos-en-enfrentamiento-entre-disidentes-farc-y-narcos-colombianos-en-alto-putumayo/>

Lucidez, « Jorge Del Castillo denuncia ingreso de las FARC al Perú », 17/12/2018.

<https://lucidez.pe/jorge-del-castillo-denuncia-ingreso-de-las-farc-al-peru/>

Semana, « Perú declara estado de excepción en la frontera por presencia de disidentes de las Farc », 16/07/2018.

<https://www.semana.com/nacion/articulo/peru-declara-estado-de-excepcion-en-la-frontera-por-presencia-de-disidentes-de-las-farc/575489/>

BBC, « Peru arrests 50 in Colombia border drugs bust », 18/07/2018.

<https://www.bbc.com/news/world-latin-america-44868273>

RFI, « Le Pérou décrète l'état d'urgence à sa frontière avec la Colombie », 17/07/2018.
<https://www.rfi.fr/fr/ameriques/20180717-le-perou-decrete-etat-urgence-frontiere-colombie>

Perú 21, « Disidentes de las FARC se infiltran en Perú para captar jóvenes y lanzan supuesta amenaza [VIDEO] », 08/05/2018.
<https://peru21.pe/peru/farc-disidentes-guerrilla-infiltran-peru-captar-jovenes-video-406410-noticia/>

Dialogo, « United States Sanctions FARC Front Operating On Border With Ecuador And Peru », 21/06/2010.
<https://dialogo-americas.com/articles/united-states-sanctions-farc-front-operating-on-border-with-ecuador-and-peru/>

Abc.com, « FARC apoya a Sendero Luminoso para poder expandirse, afirma Peru », 09/03/2010.
<https://www.abc.com.py/edicion-impresa/internacionales/farc-apoya-a-sendero-luminoso-para-poder-expandirse-afirma-peru-77097.html>